

Date : 25/06/12

Rio+20 : le rendez-vous manqué d'insuffler le développement durable

Si le Sommet de la Terre a débouché sur un accord fort de 700 engagements visant à s'orienter vers une voie durable, les ONG ont dénoncé un accord a minima, sans engagements concrets ni objectifs contraignants et pointé une nouvelle occasion manquée.



© Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Secrétaire général de la Conférence Rio +20, Sha Zukang.

Vingt ans après le premier Sommet de la Terre de Rio qui avait introduit le développement durable à l'agenda mondial, l'édition 2012 de la conférence internationale onusienne n'a pas été à la hauteur des espoirs attendus, accouchant d'une souris selon les ONG.

Avant même que se tienne le sommet Rio+20 du 20 au 22 juin, près de 200 pays participants avaient déjà trouvé un accord sur le projet de Déclaration finale sur le développement durable, intitulé "L'avenir que nous voulons". Une Déclaration de 49 pages bouclée in extremis la veille du sommet le 19 juin, alors que les ONG critiquaient déjà un texte minimaliste. Tandis que des blocages perduraient depuis six mois entre les chefs d'Etat.

La conférence s'est achevée vendredi 22 juin avec l'adoption d'un compromis, mené sous la houlette du Brésil, pays hôte, face l'impasse des négociations. Dans ce texte, les 191 pays participants déclarent "renouveler leur engagement envers le développement durable et envers

Évaluation du site

Ce site propose une actualité de l'environnement et du développement durable et s'adresse principalement aux professionnels

Cible
Professionnelle

Dynamisme* : 13

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine



un avenir économiquement, socialement et écologiquement durables pour notre planète et pour les générations présentes et futures".

Plus de 700 promesses

Les chefs d'Etat signataires du texte se veulent optimistes. Ils ont souligné le franchissement d'"une étape" à l'instar du Président français François Hollande présent à Rio. Idem pour son homologue brésilienne Dilma Rousseff pour qui le document constitue un "point de départ". "L'important est que, quand on a un document écrit, personne ne peut nier ou oublier ce qui y est écrit", a-t-elle déclaré selon l'AFP. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a également affiché un gros satisfecit et salué un "très bon document (...) nous ouvrant la voie au développement durable". Près de 700 "engagements concrets ont été pris pendant la conférence pour réaliser les objectifs fixés", a-t-il affirmé dans un communiqué.

Parmi les "avancées" enregistrées durant ces trois jours de sommet : "la feuille de route" pour fixer des Objectifs du Développement Durable (ODD) destinés à prendre le relais de ceux pour le Millénaire pour le développement (MDG) en 2015, le "renforcement" du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) ou encore l'accord sur la "protection des océans", a mis en avant M. Hollande. Mais le lancement du processus de négociation sur la protection de la haute mer a été repoussé à 2015.

Plus de 513 milliards de dollars ont également été mobilisés "par le secteur privé, les gouvernements et la société civile pour financer des projets dans l'énergie, les transports, l'économie verte, la désertification, l'eau ou les forêts", s'est félicité Ban Ki-Moon. Sur l'ensemble des fonds promis, 323 milliards de dollars iront à l'initiative du Secrétaire général, "Énergie renouvelable pour tous", qui doit garantir un accès universel à l'énergie propre d'ici à 2030, a-t-il précisé. Ce texte souligne aussi "l'importance de renforcer l'égalité entre les sexes et reconnaît l'importance du bénévolat, de l'engagement de la société civile et du monde académique", selon le chef de l'ONU. Rio+20 prône aussi "la définition des politiques d'économie verte" laissée à chaque pays mais qui ne doit pas constituer "une restriction déguisée au commerce international", selon la Déclaration.

"Une occasion ratée"

Malgré ces "avancées réelles", M. Hollande a reconnu les insuffisances du Sommet de Rio. "Ces résultats, aussi appréciables soient-ils, sont en dessous de nos responsabilités et de nos attentes", a-t-il avoué devant la presse.

Premier regret du chef d'Etat : la création d'une organisation mondiale de l'environnement (OME) portée par la France, l'UE et les pays africains, restée au point mort. Or, ce projet visait à hausser le Pnue au rang d'agence onusienne... Seconde déception : "la proposition d'instaurer des financements innovants" - à l'image d'une taxe sur les transactions financières proposée par la France - n'a pas trouvé de "traduction concrète". "Si nous n'ajoutons pas des financements aux aides qui sont aujourd'hui prévues, nous ne pourrions pas atteindre [nos] objectifs", a prévenu le Président français.

De leur côté, les 200 ONG réunies à Rio, à l'initiative d'un (contre) sommet alternatif des peuples, ont, elles, affiché leur colère et dénoncé un texte sans ambition, laissant "un goût amer". Toutes estiment que le texte n'est pas à la hauteur de l'événement historique. La conférence s'est terminée par l'adoption "d'une déclaration marquée par son extrême faiblesse. Sans engagement prescriptif, encore moins contraignant, sans date de mise en œuvre, cette déclaration n'impose en rien un changement de paradigme pour construire « le futur que nous voulons »", ont déploré les associations Les Amis de la Terre et Attac dans un communiqué. Les ONG ont également dénoncé des Objectifs du développement durable (ODD) "dont se félicitent les négociateurs (...) pauvrement définis, plombés par l'absence de limites données à la prédation des ressources." Elles ont aussi pointé la "soumission des États aux exigences de la finance globale" entérinée par ce texte qui "ne fait plus aucune référence à la « justice environnementale »", selon elles.

Le texte de 40 pages "fait l'impasse sur les réels défis de la mondialisation, l'épuisement des ressources naturelles, et l'évolution de l'économie mondiale (...). Les propos restent incantatoires quand ils ne marquent pas un recul par rapport à l'existant", a fustigé de son côté le collectif français RIO+20 qui regroupe une trentaine d'organisations de la société civile et de syndicats. Le collectif - qui réunit l'association 4D sur le développement durable, le **Comité 21** ou l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) - a regretté l'impact de la crise qui aurait primé sur les décisions du Sommet. Cette crise a provoqué "une logique de repli sur les intérêts nationaux au détriment de l'intérêt général", selon Pierre Radanne, président de 4D.

Pour Jim Leape, Directeur général du WWF, "le résultat donne une nouvelle fois une impression d'occasion ratée - un accord qui ne met pas la planète sur le chemin du développement durable. L'urgence d'agir n'a cependant pas changé", espère-t-il. "La bonne nouvelle est que le développement durable est une plante qui a pris racine et qui grandira en dépit du faible leadership politique. Nous avons vu des dirigeants aller de l'avant à Rio mais pas lors des négociations. En fin de compte, nous devons agir partout, auprès des citoyens, au sein des villages, des villes, des pays, des petites et grandes entreprises ainsi qu'au travers de la société civile et les ONG", a-t-il conclu.